

l'école

SPÉCIAL 9^{ème}
CONGRÈS DE LA FSU

émancipée

TENDANCE DE LA FSU

POUR UN SYNDICALISME DE LUTTES ET DE RECONQUÊTES SOCIALES

Le 9^{ème} congrès de la fédération se déroule sur fond de climat social revendicatif : la journée unitaire de grève interprofessionnelle et de manifestations à laquelle la FSU appelle le 5 décembre doit être puissante et majoritaire, et s'inscrire dans un processus de mobilisation ascendante.

Le climat social est tendu et c'est logique : avec Macron, la politique libérale, en continuité avec celle du quinquennat précédent, sert les intérêts des plus riches. Pour les autres, « celles et ceux qui ne sont rien » à ses yeux, le gouvernement ne cesse de leur asséner des coups d'une rare brutalité : régression des droits sociaux et des mécanismes de solidarité collective, recul des libertés publiques, dégradation du service public, mise en place d'une société du contrôle, recours systématique à la répression et aux violences à l'égard de toute contestation. Le macronisme favorise de plus en plus l'intérêt privé au détriment de l'intérêt général, opérant ainsi une bascule dans une réalité bien éloignée de ce qu'il restait de notre modèle social.

Dans le même temps, des peuples dans le monde (Chili, Liban...) se lèvent massivement contre les effets de la mondialisation capitaliste. C'est la première fois que la révolte essaime ainsi de façon concomitante aux quatre coins du globe, en contribuant à déconstruire les préceptes libéraux.

L'année écoulée a vu se dérouler en France une longue séquence sociale occupée principalement par le mouvement des Gilets jaunes. Des mobilisations syndicales ont eu lieu aussi, sans qu'une convergence des luttes ne soit possible, ni vraiment recherchée. La prochaine attaque libérale, la réforme des retraites, touchant toutes les catégories de salarié-es, doit être l'occasion pour le syndicalisme de relever la tête et de se jeter dans la bataille en organisant unitairement l'affrontement face au gouvernement et ses politiques.

Seul un mouvement social massif et sur la durée permettra de peser sur les choix politiques à l'œuvre. Le syndicalisme de transformation sociale, à l'initiative de la grève du 5 décembre, est un atout indéniable pour impulser les luttes. Notre fédération doit y occuper toute sa place.

Avec la suppression du paritarisme, le modèle qui façonnait jusque-là une grande part de notre pratique syndicale va disparaître : le congrès devra répondre à cette situation nouvelle en profilant une FSU continuant à défendre les personnels et refusant de s'engluer dans un pseudo « dialogue social » orchestré aux bénéfices des politiques gouvernementales.

Conforter la FSU dans un syndicalisme de luttes, sans confusion possible, et se projeter dans l'avenir en posant des jalons pour avancer vers la nécessaire unification des forces syndicales de lutte pour la transformation sociale : ce sont là des nécessités absolues.

La situation politique, économique et sociale est tellement dégradée qu'il y a beaucoup à faire : mener les combats sur le terrain de l'écologie, conforter l'existence du service public, consolider (voire reconquérir) les droits des salarié-es, avec ou sans emploi, lutter contre les discriminations et vers toujours plus d'égalité entre les femmes et les hommes, se battre contre le racisme et permettre un accueil digne des migrant-es... Si l'outil syndical est indispensable, il n'est pas suffisant pour relever ces défis : la fédération doit s'ouvrir sur des cadres plus larges et plus unitaires pour porter et pour imposer ensemble des alternatives au libéralisme.

L'alternative à l'extrême-droite se construit au quotidien, elle aussi, en empêchant Macron de se présenter comme seul rempart contre le fascisme, alors que sa politique contribue à la diffusion et au renforcement de ces idées...

Lors de ce congrès, ce sont les orientations que porte l'ÉE, renforcée par le vote d'orientation : nous avons besoin d'une FSU résolument tournée vers les mobilisations, à distance du prétendu dialogue social, une FSU qui œuvre aux convergences avec les autres mouvements sociaux, qui s'associe à des cadres unitaires pour mener les batailles sociales et sociétales pour un avenir écologique, égalitaire et solidaire, une FSU qui soit en pointe pour la construction d'un nouvel outil du syndicalisme de lutte. Nous avons besoin d'une fédération démocratique et pluraliste, qui donne toute leur place aux sections départementales, aux tendances, en articulation forte avec les syndicats nationaux : une FSU qui dépasse la simple juxtaposition de ceux-ci pour favoriser l'élaboration fédérale de ses positions. L'ÉE s'implique à tous les niveaux dans la construction des meilleurs mandats revendicatifs et dans l'activité de la fédération pour qu'elle tienne un rôle de premier plan dans le syndicalisme et dans les luttes. Ce congrès doit travailler à des mandats ambitieux, il conviendra aussi de les faire vivre, pour gagner et pour redonner confiance en la lutte collective. ■



Politiques éducatives managériales, sélectives, inégalitaires : inverser la donne !

THÈME 1

Le thème 1 est au cœur des préoccupations et de l'activité de la première fédération de l'éducation : cette fois, les sujets abordés sont d'autant plus importants qu'ils révèlent tour à tour de profondes dégradations du service public d'éducation, mis dans l'incapacité de garantir l'égalité d'accès de tous et de toutes aux savoirs et à la formation. Les réformes successives, fruit des politiques françaises et internationales en matière d'éducation, comme les divers dispositifs mis en place, représentent des bouleversements en profondeur du système éducatif. Depuis le congrès FSU de 2016, pas un niveau du parcours scolaire qui n'ait été « touché » par la logique libérale (moins de moyens), managériale (plus de pressions), sélective (tri social et méritocratie). Même si nul n'est épargné, la cohérence des attaques n'est pas forcément perceptible au premier coup d'œil : le collège a été impacté par la réforme en 2016, Parcoursup a installé la sélection au cœur du système en 2018, les réformes du lycée général et pro ont mis la touche finale en 2019. Les dispositifs mis en place dans le premier degré l'ont été par redéploiement des moyens : l'Éducation nationale gère la pénurie ! Les attaques sont multiformes et contribuent à la fragmentation du système dans son ensemble : il s'agit bien d'une même politique éducative, libérale et sélective. Un premier enjeu du thème 1 sera d'en montrer la cohérence et leur caractère systémique pour mieux en combattre les effets et permettre aux différents syndicats nationaux (SN) de la fédération de mener des batailles communes contre cette politique, ce qui n'a pas toujours été le cas au cours de l'année écoulée.

La première partie du thème dresse un état des lieux du système éducatif et revient sur le bilan des mesures prises par Blanquer. Combinées au dispositif Parcoursup, les mesures contenues dans la loi (dite « pour une école de la confiance ») dessinent un système éducatif à l'opposé du projet éducatif porté par la FSU. Mis en regard de la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel », le projet s'inscrit à rebours de la démocratisation du savoir et des qualifications. C'est un projet libéral dont les classes populaires feront les frais.

La seconde partie du texte analyse les contenus et les pratiques et les confronte à notre conception fédérale (éducabilité de tou-te-s, culture commune), pour en pointer les insuffisances.

La partie III traite de l'organisation du système scolaire et permet de dénoncer les inégalités territoriales de l'offre de formation, les effets de la réforme du lycée, de celle de la voie professionnelle (et la concurrence avec l'apprentissage), de la sélection qui traverse tout le cursus scolaire et universitaire. Enfin, la dernière partie aborde l'éducation sous l'angle des personnels et de leur métier : sont rappelées la liberté pédagogique pour mener à bien les missions, les concevoir, le refus des injonctions et des pressions managériales, ainsi que l'importance de la formation pour outiller les personnels dans leur tâche. Les deux zooms se focalisent sur l'évaluation et sur le réseau Canopé/CNED.

Pour l'École Émancipée, les réponses (rédigées sous forme de mandats) à toutes les questions que pose l'école de Blanquer manquent cruellement au texte. Alors que la fédération a dénoncé la dimension socialement hiérarchisée des trois voies du lycée (en 2016) et que le ministre s'est appliqué à détruire celui-ci, le projet de texte se limite à dénoncer la réforme sans porter autre chose que le retour au *statu quo ante*. Même chose sur Parcoursup où le texte pêche par manque de mandat offensif contre la sélection à l'entrée dans l'enseignement supérieur, la hausse des frais d'inscription qui s'étendra à terme à tous les étudiant-es, et l'entrée insidieuse du privé dans le système éducatif. Les conditions de travail des personnels sont dégradées, aussi bien par le manque de moyens (pesant sur les effectifs), par l'inclusion forcée et aussi sans moyens, mais aussi par les politiques managériales qui détruisent le collectif et ruinent le sens des missions. Sans mandat offensif pour garantir la liberté pédagogique et permettre aux personnels de résister aux pressions hiérarchiques, le texte risque d'être vain. Et sans un projet fédéral sur la formation (nature de la formation, place du concours, pré-recrutements), c'est l'avenir du métier d'enseignant-e qui est remis en cause. ■



THÈME 2

Pour résister à la casse de la Fonction publique

Dans deux parties, l'une sur les services publics, l'autre sur les agent-es, ce thème articule les missions avec celles et ceux qui les accomplissent, en listant les conséquences des politiques libérales sur les services et les personnels.

La transformation de la Fonction publique et des services publics, assumée par Macron depuis son arrivée au pouvoir, est conduite à marche forcée avec l'objectif d'en finir avec le modèle social français existant jusque là. Le désengagement de l'État, à l'instar des choix politiques et budgétaires d'austérité en Europe, accélère la disparition de services publics protecteurs, redistributifs et socialement plus justes, en les sacrifiant au nom de la rentabilité. Réorganisations de services, externalisations, dématérialisations, privatisations, les services publics évoluent, jusqu'à complètement disparaître de certains territoires.

Dans le même temps, les attaques portées au statut par la loi de transformation de la Fonction publique n'ont jamais été aussi fortes. En généralisant le recours au contrat, en sapant les garanties d'équité de traitement entre agent-es avec la fin du paritarisme, en accélérant les mobilités,

en mettant l'accent sur le mérite et le profil, toutes les protections s'effondrent, celles-là même qui garantissent l'intérêt général.

C'est donc dans ce contexte que la FSU va devoir se doter de mandats forts pour résister au dynamitage de la Fonction publique et réaffirmer sa place dans notre histoire sociale. Pour l'ÉE, cela implique qu'elle repense son syndicalisme à l'aune de ces transformations.

PARTIE 1, LES SERVICES PUBLICS

Cette partie dresse un constat juste de l'état des services publics en faisant le lien entre les politiques austéritaires et la transformation des services conduisant à leur réorganisation, leur dématérialisation, voire à leur disparition. C'est cette orientation qu'interrogent les citoyen-nes, comme l'a montré la crise des Gilets jaunes. La privatisation des services publics trouve sa pleine illustration avec ADP. En cela, le texte passe trop vite sur la hauteur du cadeau concédé au privé et ses conséquences sur les recettes de l'État. Le RIP doit aussi trouver sa place dans l'action, dans laquelle la responsabilité de la FSU dans sa réussite est engagée.

Les contours de la prochaine réforme territoriale se dessinent. L'État

Des alternatives au capitalisme !

THÈME 3

Ce thème revêt une importance particulière pour le syndicalisme de transformation sociale dont nous nous revendiquons. Il est l'occasion de construire un ensemble revendicatif commun, un horizon alternatif au capitalisme. La triple crise écologique, économique et démocratique à laquelle nos sociétés font face le structure.

La multiplication des foyers de contestations, du Chili au Liban, des Gilets Jaunes à l'Équateur ont en commun la contestation du système capitaliste toujours plus inégalitaire et injuste. Les mobilisations pour le climat contestent une organisation sociale fondée sur un productivisme sans fin, sans considération pour les besoins humains et les équilibres écologiques. Le néolibéralisme refuse de répondre aux exigences de justice sociale et climatique. Face à l'urgence écologique, le gouvernement Macron répond par la logique de marché et l'augmentation des taxes à la consommation qui pèse sur les plus faibles. Face aux urgences sociale et démocratique, sa réponse est la répression des mouvements sociaux, la violence d'État. Répondre à ces demandes supposerait un changement radical de paradigme, de système.

Agir pour l'environnement nécessite de réorienter d'urgence les moyens disponibles pour les mettre au service de la demande sociale et de la transition écologique ; de renforcer tous les systèmes redistributifs et les mécanismes de solidarité, à l'opposé de ce qui se pratique actuellement. Il faut se battre pour une sécurité sociale à 100 %, dénoncer les assurances privées, les systèmes de capitalisation qui renforceront l'inégalité devant la santé mettant en cause le droit à la santé pour tou-tes ; se battre contre la retraite à points qui va vers l'individualisation niant le droit à une retraite décente en bonne santé. Notre projet de transformation sociale s'oppose frontalement au productivisme et au capitalisme. Il défend une organisation économique visant à satisfaire les besoins sociaux dans le respect des équilibres écologiques. Il s'appuie sur la relocalisation de l'économie, une autre

division nationale et internationale du travail, une participation active de tou-tes à la gestion des communs, une socialisation des biens publics et de leur gestion, un Service Public renforcé au service de l'intérêt général.

En réponse aux aspirations à plus d'égalité et à un nouveau rapport à la nature un néolibéralisme autoritaire émerge. Les droits démocratiques et le principe d'égalité sont bafoués. Les stratégies de diversion par l'exclusion et la stigmatisation de pans entiers de la société sont mis en œuvre pour diviser les populations ayant des intérêts communs. Elles participent à la progression des idées de l'extrême-droite et de ses scores électoraux.

Nous opposons à cette politique la défense du principe de solidarité, basé sur une protection sociale étendue, une pleine égalité entre femmes et hommes, le respect des droits des LGBTQI, la défense des droits démocratiques, une pleine citoyenneté qui repose sur les droits de vote pour les résident-es étranger-es, l'accueil des réfugié-es et la lutte contre tous les racismes et discriminations.

La FSU doit renforcer son orientation féministe, ne pas se contenter de mesures cosmétiques contre cet ordre patriarcal, les inégalités et les violences et en particulier exiger une loi-cadre qui se donne vraiment les moyens de mettre fin aux féminicides, construire des actions autour de ces questions, y compris la grève féministe.

Notre internationalisme doit concilier dénonciation du libre-échange, respect des droits démocratiques des peuples et refus du nationalisme. Il doit promouvoir la solidarité internationale en récusant l'agenda d'une mondialisation guidée par les intérêts des multinationales et de la finance. L'exigence démocratique reste au cœur de notre projet syndical : défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, lutte contre les offensives guerrières et impérialistes, notamment française, défense des droits existants et obtention de nouveaux pour les peuples, imposition de lois contraignantes face aux multinationales.

Il est de la responsabilité de la FSU de s'inscrire pleinement dans les initiatives revendiquant la transition écologique, la répartition des richesses et la lutte contre le néolibéralisme autoritaire. ■

et des services publics

continue son désengagement en responsabilisant les collectivités. Ces transformations doivent être dénoncées, tout comme les réorganisations renforçant les pouvoirs des préfets en région. La territorialisation des services publics n'apporte pas plus de garanties en termes d'équité et d'égalité d'accès.

La partie consacrée à l'action de la FSU est en deçà des enjeux et doit questionner le niveau d'engagement nécessaire du syndicalisme de transformation sociale pour stopper la casse. Cela oblige à réfléchir aux convergences avec les actions dans les territoires.

PARTIE 2, LES PERSONNELS

Cette partie est directement impactée par la loi de transformation de la FP dont on commence à voir le niveau des attaques pour les personnels. Le changement de paradigme signifie plus d'arbitraire et d'opacité dans les carrières. De nouveaux éléments sont connus, notamment sur le recours au contrat, les mobilités ou la formation. L'offensive sur le temps de travail, en lien avec les rémunérations, doit aussi être intégrée et appeler une réponse forte.

Les conditions de travail font l'actualité avec les gestes désespérés d'agent-es mettant directement en cause leur travail. L'organisation du

travail, les réformes, les injonctions en sont la cause. La FSU doit s'engager dans une action durable sur l'amélioration des conditions de travail, pouvant faire le lien entre tous-tes les agent-es.

Le système de retraite à points annoncé est le pire des scénarios. La FSU doit le dénoncer fermement, comme la fin du code des pensions. Il est nécessaire de s'attarder plus largement sur l'individualisation des mécanismes, et sur ce que cela sous-entend en pertes d'acquis.

Pour l'ÉE, ces évolutions, qui auront des conséquences immédiates sur les personnels, nécessitent un mandat fort de la fédération.

La loi de transformation de la FP signe la fin du paritarisme et la fin de l'action syndicale en amont des opérations de gestion. C'est une déclaration de guerre aux organisations syndicales et aux personnels privés du contrôle de leurs représentant-es. Pour l'ÉE, cela doit accélérer la réflexion sur l'avenir de notre syndicalisme.

Le zoom sur la laïcité, qui devra être réinterrogé à la lumière de l'actualité inadmissible des dernières semaines, est, en l'état, une synthèse respectant les mandats des syndicats nationaux. ■





THÈME 4

Pour aborder la question de l'attitude à avoir vis-à-vis des autres forces syndicales, le texte du thème part d'une analyse du contexte social et politique de ces 3 dernières années où prédomine l'offensive libérale contre les acquis sociaux, marquant des points en faveur du capital et plaçant les salarié-es sur la défensive. Depuis l'arrivée au pouvoir de Macron, les contre réformes se sont accélérées et les syndicats ont été mis sur la touche, y compris ceux sur une orientation d'accompagnement du libéralisme... Dans le même temps, la pression de l'extrême droite aux portes du pouvoir se fait de plus en plus forte. On peut dire qu'on est à un moment où l'existence même du mouvement ouvrier et syndical peut se jouer avec une bascule du côté obscur des rapports de forces sociaux et politiques.

Une telle situation éclaire sous un nouvel aspect la situation du syndicalisme de transformation sociale. Confronté aux offensives libérales successives qu'il n'a pas su bloquer, ayant perdu la confiance d'une partie des salarié-es (exprimée tant par la mobilisation des Gilets jaunes que par la première place prise par la CFDT dans les statistiques officielles...), il demeure divisé entre plusieurs syndicats d'importance différente, mais d'orientation assez proche, ce qui nuit à son attractivité.

Le texte dit clairement que la FSU se situe sur cette orientation de transformation sociale qui situe sa démarche syndicale dans une optique de sortie des règles du capitalisme, vers une autre société plus égalitaire, plus juste socialement, avec une tout autre répartition des richesses existantes. Toute tentation de se situer dans un « entre-deux » (transformation sociale/accompagnement), comme on a pu l'observer parfois dans l'attitude de la direction UA depuis 2010, serait, selon nous, une grave erreur et un retour en arrière.

D'un certain point de vue, la FSU doit travailler à une « double unité » : une unité d'action la plus large pour la mobilisation des salarié-es et une unité d'organisations partageant ses conceptions de lutte et de transformation sociale pour construire un nouvel outil syndical commun. L'une ne va pas sans l'autre et la seconde doit dynamiser la première en parlant d'une même voix aux salarié-es et en établissant un meilleur rapport de force vis-à-vis du syndicalisme d'accompagnement.

La FSU doit être à l'offensive pour proposer à la CGT et à Solidaires de construire ensemble un cadre pérenne d'unité. Il faut tenter résolument de surmonter les appréhensions et blocages en reprenant l'initiative, en engageant largement le débat à tous les niveaux pour produire du commun en terme de réflexions, d'analyses et d'actions : États généraux, prise de positions communes, réunions communes de militant-es... Il faut avancer maintenant et arrêter le surplace comme après notre dernier congrès. Sachons bousculer les confort factices !

Notre syndicalisme ne peut s'inscrire dans un agenda permanent de dialogue social pernicieux, chronophage et sans articulation avec

un agenda de mobilisations portant la confrontation. Alors que de nombreuses instances vont se voir vidées de leurs prérogatives, tout en défendant le principe d'instances de réel dialogue social et en portant partout où nous le pouvons encore nos mandats, nous devons avoir conscience que la présence syndicale dans des instances de mascarade peut être contre-productive.

Les retraité-es sont désormais reconnu-es au sein de la FSU. Des retraité-es mobilisé-es dans une unité large à laquelle les équipes militantes de la FSU ont fortement contribué. Poursuivons, consolidons cet esprit fédéral unitaire et faisons que leur parole soit entendue au sein de la FSU.

L'internationalisme est une des valeurs fondamentales de notre projet syndical. Renforçons la solidarité internationale (au-delà de communiqués) et participons activement aux mouvements émergents (climat, féministes, uberisation...) porteurs de nouvelles formes de radicalité, au niveau des thèmes, des mots d'ordre, des formes de luttes.

SYNDICALISTES : L'ÉGALITÉ



Congrès après congrès, nous avons bataillé pour que la question de la place des femmes dans la FSU soit traitée à la hauteur de l'enjeu, notamment pour imposer des mesures statutaires contraignantes.

Ces années de débat n'ont pas été inutiles. La prise de conscience a progressé dans la FSU et la situation de sous-représentation des femmes a été rendue chaque fois moins acceptable : alors que les femmes sont majoritaires dans nos professions, elles restent encore minoritaires chez les responsables de SD et dans les instances statutaires nationales (CDFN et BDFN). Enfin donc, à ce congrès, un amendement statutaire, dans le sens de ce que nous avons toujours défendu, est déposé conjointement par les tendances *École Émancipée* et *Unité et Action* pour faire « en sorte qu'il y ait au moins autant de femmes que d'hommes dans toutes ses instances et les délégations fédérales ». Il est soutenu par une majorité de syndicats.

Ce sera un pas qualitatif important par rapport aux habituels paragraphes pleins de bonnes intentions, mais insuffisamment effectifs. Mais, il nous faudra être vigilant-es pour que ces contraintes s'appliquent en dépit de la complexité des compositions fédérales. Ce sont aussi toutes les pratiques et les comportements individuels et collectifs qu'il faudra interroger, modifier, pour faire en sorte que les femmes prennent réellement leur place dans un syndicalisme non-bureaucraté, pluraliste, rajeuni et donc vraiment féminisé.